



‘La lutte vous donne ce que la loi et le patron vous nient.’ Entretien avec Aland Castro et Cristina Cabello, du Movimiento de Pobladores Ukamau, Santiago, Chili

Aland Castro

Cristina Cabello

Movimiento de Pobladores Ukamau

en conversation avec

Marcos Ancelovici

Université du Québec à Montréal (UQAM)

Aland Castro est cofondateur du Movimiento de Pobladores Ukamau, gestionnaire du complexe résidentiel Maestranza (Barrio Maestranza Ukamau) et président de la Fondation FEMAN, à Santiago du Chili. **Cristina Cabello** est l'une des porte-paroles du Movimiento de Pobladores Ukamau, à Santiago du Chili.

Marcos Ancelovici est professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et étudie les luttes pour le droit au logement à Montréal, New York et Santiago du Chili. Il a récemment publié *Gentrifications et résistances à Montréal* (Presses de l'Université de Montréal, 2025).

Contact:

ancelovici.marcos@uqam.ca

Résumé

Dans cet entretien, Aland Castro, l'un des fondateurs du Movimiento de Pobladores Ukamau à Santiago du Chili, et Cristina Cabello, l'une des nouvelles porte-paroles du collectif, expliquent comment Ukamau a réussi à mobiliser plus de 400 familles pendant une décennie et obtenu la construction d'un ensemble de logements sociaux dans Estación Central, une municipalité près du centre de la capitale chilienne. Ils expliquent comment cette longue et conflictuelle séquence a été un processus d'apprentissage, tant pour le noyau militant d'Ukamau que pour les familles mobilisées, impliquant le développement d'une capacité d'action collective et une participation active à toutes les étapes. Le résultat, le Barrio Maestranza, a remporté un prix national d'urbanisme en 2021 pour le « meilleur projet d'intégration sociale », démontrant que les classes populaires ne doivent pas se résigner à l'exode vers la périphérie.

Mots clés

Mouvement pour le droit au logement, logement social, secteurs populaires, protestation, Santiago, Chili

L'accès à un logement décent dans les quartiers centraux est un enjeu crucial dans de nombreuses villes du monde, tant au Nord qu'au Sud. En Amérique latine, il a été historiquement associé à des occupations de terres et à l'habitat informel qui se sont progressivement consolidés et transformés en quartiers populaires et pauvres, ou, comme on les appelle au Chili, les « poblaciones ». Cependant, ces mobilisations sont en partie

façonnées par le contexte politique et institutionnel dans lequel elles émergent et se développent. Ainsi, avec le développement des politiques néolibérales du logement depuis les années 1970 – d’abord au Chili sous la dictature de Pinochet (1973-1990), puis, avec le soutien de la Banque mondiale, dans de nombreux autres pays d’Amérique latine –, les revendications en faveur d’un logement décent ont également évolué. Basées principalement sur une logique de la demande promettant l’accès à la propriété par le biais de programmes de subventions ciblant les populations les plus pauvres, ces politiques ont contribué à individualiser et à dépolitiser la question du logement. Au Chili, elles ont contribué à la démobilisation du mouvement des « pobladores » – constitué par les habitants des *poblaciones* – dans les années 1990, après la dictature.

Cependant, ces processus ne sont pas linéaires et leurs mécanismes peuvent générer des résultats contradictoires ou inattendus. En effet, à partir des années 2000, la nouvelle politique du logement de la Concertación, la coalition de centre-gauche qui a gouverné le Chili de 1990 à 2010, a permis aux familles de se regrouper en « comités de proches » (*comités de allegados*) pour demander collectivement des subventions et ainsi accéder à leur propre logement. Si cette politique reproduisait la logique néolibérale et impliquait la canalisation et l’institutionnalisation des revendications pour le logement, elle réintroduisait également une dimension collective et ouvrait un espace à de nouvelles organisations de *pobladores* pour interpeller l’État. À cet égard, et à bien d’autres, le cas du Movimiento de Pobladores Ukamau est exemplaire (en aymara, « ukamau » peut se traduire par « ce que nous sommes »).

Dans cet entretien¹ réalisé au siège d’Ukamau à Santiago du Chili, le 29 juillet 2024, Aland Castro, l’un des fondateurs d’Ukamau, et Cristina Cabello, l’une des nouvelles porte-parole du collectif, expliquent comment, entre 2011 et 2020, Ukamau a obtenu la construction d’un complexe de logements sociaux dans Estación Central, une municipalité près du centre de la capitale chilienne. Ils racontent comment Ukamau a réussi à mobiliser plus de 400 familles pendant près de dix ans et à interpeller les pouvoirs publics pour obtenir d’abord un terrain, puis accélérer la construction du projet de logements. Ukamau a non seulement réussi à empêcher le déplacement de ces familles vers la périphérie de la capitale chilienne, mais aussi à obtenir des logements de meilleure qualité et plus spacieux que les logements sociaux standards financés par des fonds publics. Les familles ont même pu participer à leur conception. À chaque étape, les habitants ont joué un rôle actif, assumant un rôle de leadership qui n’est pas prévu par les politiques du logement et les acteurs étatiques. Le résultat, le Barrio Maestranza, se distingue tant par le processus participatif qui l’a rendu possible que par les caractéristiques du complexe résidentiel. En 2021, il a remporté le Prix de la contribution urbaine (Premio Aporte Urbano) pour le « meilleur projet d’intégration sociale » et la construction d’une deuxième phase, adjacente à la première, qui comprend 200 nouveaux appartements, a déjà commencé.

Le Mouvement des Pobladores Ukamau et le Barrio Maestranza démontrent que les secteurs populaires ne doivent pas se résigner à la passivité et au déplacement vers la périphérie. Ils peuvent, dans une certaine mesure, s’appropriier la politique du logement et

¹ Entretien réalisé en espagnol et édité et traduit par Marcos Ancelovici à la Casona del Ukamau, dans Estación Central, Santiago du Chili, le 29 juillet 2024.

Figure 1

Cristina Cabello et Aland
Castro, 29 juillet 2024.
Source : Marcos Ancelovici.



l'orienter de manière à mieux servir leurs intérêts. Et parfois, comme le résume Aland Castro dans l'entretien, « la lutte vous donne ce que la loi et le patron vous nient ».

Marcos: Ukamau a été fondé en 1987, tandis que le comité logement comme tel a été créé en 2011. Comment cette évolution s'est-elle opérée entre 1987 et 2011 ? Avant la création du comité logement, Ukamau n'était pas impliqué dans ces questions ? Comment cette lutte s'est-elle construite ?

Aland: Dans les années 1990, notre organisation était comme un espace de résistance culturelle à la transition [à la démocratie]. Notre interprétation était que rien n'avait changé, qu'il existait une certaine continuité entre le régime militaire et cette nouvelle Concertación, qui venait approfondir et améliorer le modèle néolibéral hérité de la dictature. Avec le recul, c'était en réalité un espace autoréférentiel. Nous fréquentions des gens qui pensaient comme nous, lisaient les mêmes livres que nous, écoutaient la même musique que nous, et nous ne nous sommes pas beaucoup intégrés au quartier. Il y avait beaucoup de vêtements noirs, de musique punk, de hip-hop, etc., tandis que les voisins écoutaient de la cumbia. Nous étions donc un peu à part. Mais ce processus a forgé un processus idéologique assez intéressant, fait de force idéologique, de tolérance à l'échec et d'un processus d'apprentissage très fort. Nous avons compris que l'éducation devait être un outil de progrès et un bienfait pour notre famille, notre quartier, notre peuple. L'idée est que ceux qui s'instruisent doivent être au service de notre peuple; ce sont les « prolétaires éclairés ».

Avant, nous avions cette vision d'un petit groupe sur-idéologisé menant une guerre privée contre l'État. Nous pensions pouvoir le vaincre, je ne sais comment. Mais nous n'y sommes pas parvenus. Nous avons observé les *piqueteros* en Argentine, la lutte pour la terre et le logement au Brésil, Chávez au Venezuela, et ce qui se faisait là-bas consistait à construire des majorités pour produire le changement. Ce n'était pas un petit groupe, ce

n'était pas l'avant-garde castriste, ultra-préparée, qui partait dans les montagnes; non, au contraire, c'était massif. Et cette massivité répond à quelque chose de concret. Nous devions donc parler plus concrètement, et non pas tant de cet espace culturel qui existait dans les années 90. Nous avons donc commencé à chercher et nous avons découvert qu'il y avait beaucoup de jeunes d'Ukamau qui avaient fréquenté l'université, qui étaient ces prolétaires éclairés, des professionnels, dont beaucoup dans les services sociaux. Nous avons fait appel à des sociologues, des travailleurs sociaux et des professeurs, et nous leur avons demandé d'identifier les causes pour lesquelles notre peuple serait prêt à se battre. Nous avons mené des groupes de discussion, des enquêtes, etc. Nous sommes arrivés à la conclusion que le logement était ce qui allait nous permettre une mobilisation plus massive. C'était ce qui allait mobiliser immédiatement, car les gens se rassemblent pour répondre à un besoin urgent de logement, non pas parce qu'ils croient au socialisme ou à la révolution, mais parce qu'ils veulent un logement. Dans ce processus de construction de la possibilité d'un logement, nous allons nous concentrer sur la conquête des cœurs et des esprits pour un projet à plus long terme, allant au-delà du logement. C'est la stratégie initiale qui a donné naissance au Movimiento de Pobladores Ukamau en février 2011, qui a cessé d'être cet espace culturel et est devenu une organisation luttant principalement pour le logement, pour la ville et pour la vie.

Marcos: Et comment s'est développé le projet Maestranza comme tel ?

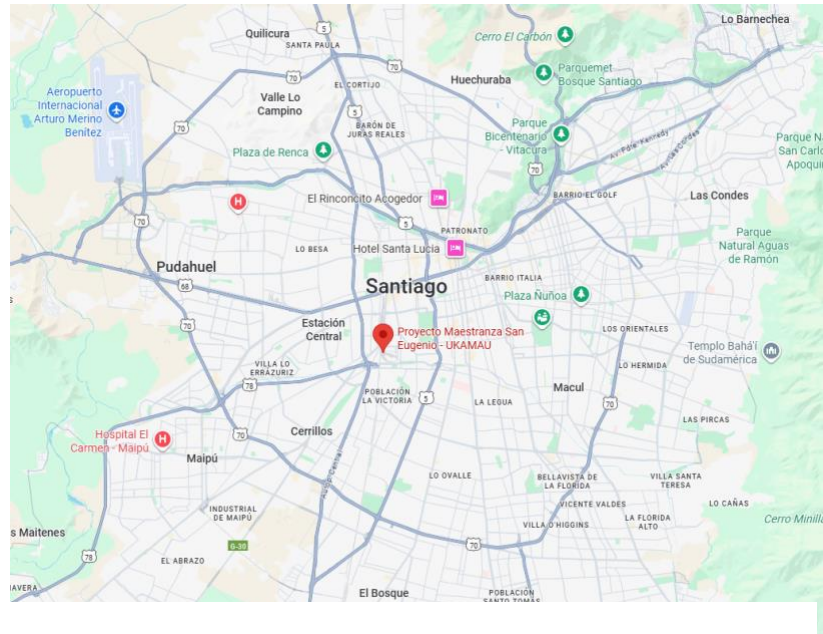
Aland: Initialement, certains de nos membres provenaient du Mouvement de la gauche révolutionnaire (Movimiento de la Izquierda Revolucionaria, MIR), du Front patriotique Manuel Rodriguez (Frente Patriótico Manuel Rodriguez, FPMR), qui étaient des organisations clandestines pendant la dictature. C'était donc notre logique de travail, et nous disposions de réseaux de soutien pour fonctionner : organiser des réunions, stocker du matériel, pour que la voisine nous ouvre la porte quand la police nous poursuivait... Au début, nous avons pensé à ce petit noyau et à la construction d'un ensemble de logements au cœur d'Estación Central. Nous avons envisagé de créer une sorte de coopérative, la Christiania d'Ukamau, comme à Copenhague, au Danemark, un petit ensemble de logements d'une quarantaine d'unités, où nous allions intégrer toutes ces voisines, amies de l'organisation, qui avaient toujours été nos complices.

Lors de la première réunion, en février 2011, très peu de personnes se sont présentées. Nous avons donc commencé à travailler avec elles en transposant la logique du militantisme clandestin à cet espace ouvert de lutte pour le logement. Sans même que nous ayons installé de pancarte, beaucoup plus de personnes ont commencé à arriver, convaincues par cette logique, qui ne croyaient pas à nos idées, mais qui croyaient en nos capacités et notre détermination. Pour faire court, fin mars 2011, nous étions environ 500 personnes. Autrement dit, notre projet initial, un petit terrain pour 40 personnes, ne fonctionnait plus. Nous avons dû chercher un autre terrain. Et finalement, nous sommes arrivés à ce terrain [où nous sommes aujourd'hui], très intéressant car il est lié à notre histoire.

Nos arrière-grands-pères et arrière-grands-mères sont arrivés de la campagne à la ville durant la première moitié du siècle dernier, alors que le Chili connaissait un développement

Figure 2

Localisation du projet
Maestranza San Eugenio à
Santiago, Chili.
Source : Capture d'écran de
Google Maps.



industriel et que la vie urbaine s'améliorait. Ils sont arrivés en train, sont descendus à la gare centrale et ont vécu dans l'ouest de Santiago, dans la grande *población* Nogales, qui a été à l'origine de tout ça. Deuxièmement, il y a un événement très important pour nous et pour l'histoire de la lutte pour le logement. Le Chili est le pays qui a adopté la première politique de logement social en Amérique latine : la Loi sur le logement ouvrier de 1906, puis la Loi sur le logement abordable de 1925. Grâce à ces lois, les premiers ensembles de logements ont été construits dans ce quartier, le quartier ouvrier et ferroviaire de San Eugenio, dans la municipalité d'Estación Central. Les maisons de ce quartier sont donc très symboliques, car elles incarnent une ville bien construite, à laquelle l'État, les employeurs et les travailleurs ont participé. Même le curé y a participé ! Les conseils de logements ouvriers faisaient venir les pompiers, le curé, tout le monde, pour donner leur avis sur la façon dont nous allons procéder, l'emplacement des jardins, l'eau, tout. Ces *poblaciones* avaient même leur propre théâtre au début. C'est impressionnant ce qui a été accompli ! C'était donc très intéressant pour nous de retracer l'histoire du logement social dans le secteur, qui a résisté à tous les tremblements de terre du siècle dernier et qui est toujours là, debout et habité par les ouvriers. Et revenir pour clore ce cycle cent ans plus tard était symbolique ! C'est pourquoi nous avons décidé que ce serait ici, que nous resterions là où nos arrière-grands-parents sont arrivés.

Marcos: Pour y parvenir, il y a eu tout un processus avec la compagnie ferroviaire, la municipalité, le ministère du Logement... Ce fut toute une lutte !

Aland: La première chose que nous avons faite a été de décider que nous allons construire ici, car nous avons un droit historiquement acquis. Nous nous sommes rendu compte que la cupidité du secteur immobilier allait rendre cela difficile. Nous avons donc élaboré une stratégie pour nous rapprocher des demandes de l'État. Nous savions que si nous nous adressions à la Compagnie nationale des chemins de fer (Empresa de los Ferrocarriles del Estado, EFE) et lui disions que nous étions un mouvement de *pobladores*, nous n'obtiendrions rien. Nous avons donc créé une agence immobilière et envoyé une

Figure 3

Manifestation d'Ukamau.

Source : Ukamau

(<https://ukamau.cl/>).



lettre au conseil d'administration d'EFE avec une offre d'achat. Ils ont accepté, nous ont proposé une rencontre, se sont dit très intéressés, etc. Nous avons ensuite envoyé la même lettre, mais cette fois en précisant que nous étions le Mouvement de Pobladores Ukamau et que nous voulions construire des logements sociaux; cette fois, ils ont refusé. Avec ces deux lettres, nous sommes allés à l'assemblée et avons dit aux gens : lorsqu'une agence immobilière annonce à EFE qu'elle va acheter, ils acceptent ; lorsque nous leur annonçons notre intention d'acheter, ils refusent. C'est à ce moment-là que les gens ont décidé d'occuper la gare centrale de trains. Ce fut la première grande action et la plus perturbatrice d'Ukamau.

Nous sommes entrés dans la gare et n'avons laissé personne entrer ni sortir. Environ 15 minutes plus tard, le gestionnaire immobilier d'EFE m'a appelé pour me dire que c'était une regrettable erreur, qu'une secrétaire s'était trompée. C'est alors que nous avons obtenu une réunion de travail avec EFE, qui nous a annoncé qu'une partie de Maestranza allait nous revenir. Après ça, nous sommes allés à la mairie d'Estación Central pour les informer ; nous voulions que le maire de l'époque, membre de l'Union démocrate indépendante (Unión Demócrata Independiente, UDI)², soit au courant. Comme il n'avait jamais le temps de nous recevoir, un jour de juin 2011, nous nous sommes rendus à la municipalité avec les 400 familles et quelques et nous avons pris le contrôle du bâtiment. En moins de 5 minutes, nous avons rendez-vous avec le maire !

Cette étape a déclenché deux processus. D'une part, l'avancement concret vers la construction du projet, car sans terrain, il ne se passe rien. D'autre part, le renforcement

² L'UDI est un parti politique fondé en 1983 et étroitement associé à la dictature militaire d'Augusto Pinochet (1973-1990). L'un de ses fondateurs, Jaime Guzmán, a participé à la rédaction de la Constitution de 1980, qui a institutionnalisé le néolibéralisme au Chili.

Figure 4

Manifestation d'Ukamau.

Source : Ukamau (<https://ukamau.cl/>).



de l'idée que la lutte paie, que la lutte vous donne ce que la loi et le patron vous nient, comme dit le slogan.

Marcos: Avez-vous continué à faire beaucoup d'actions par la suite ?

Aland: Oui, il fallait faire en sorte que les Services de logement et d'urbanisation (Servicios de Vivienda y Urbanización, SERVIU), qui dépendent du ministère du Logement et de l'Urbanisme, s'assoient à la table afin que le projet se concrétise et soit prioritaire. Nous savions que si nous appelions la presse pour annoncer une nouvelle importante, elle ne se déplacerait pas. Mais les *piqueteros* argentins nous ont appris une chose : lorsqu'ils bloquent la route pour empêcher le passage des camions de marchandises, ils obtiennent que le gouvernement négocie avec eux. Nous nous sommes donc dit : « Nous habitons près de l'avenue la plus importante du Chili, l'Alameda, et la marchandise la plus importante du capitalisme – la force de travail, la seule qui produise de la valeur – passe par cette avenue. Nous allons donc bloquer l'Alameda à l'heure de pointe, à 7 h du matin, avant d'aller travailler, nous allons bloquer la circulation. » Et ça a marché ! Nous sommes arrivés, nous avons bloqué la circulation et toute la presse et toutes les chaînes de télévision du pays sont venues, notre porte-parole de l'époque, Doris González, s'adressait à tout le Chili.

Nous avons également inauguré une nouvelle forme de lutte. Jusque-là, les affrontements avaient lieu sur les campus universitaires, entre les jeunes et la police. Alors, quand nous avons mobilisé près de 500 femmes de la classe ouvrière dans les rues pour bloquer la circulation, la police est arrivée, mais lorsque les policiers descendaient des bus et les

Figure 5

Manifestation d'Ukamau.

Source : Ukamau

(<https://ukamau.cl/>).



regardaient, ils ne savaient pas quoi faire, car ils voyaient leur mère, leur tante, leur cousine. Ils regardaient ces femmes et se demandaient : « Comment puis-je les réprimer ? »

Nous n'avons jamais délégué le leadership, malgré les nombreuses propositions. Les étudiants des luttes de 2010, notamment, sont venus ici avec cette intention, en disant : « Nous allons construire une barricade... » Nous leur avons répondu que non, nous allions être les protagonistes, ces femmes sont celles qui se battront, nous ne délèguons le leadership à personne. Même si cela nous prend un peu plus de temps, même si nous avons plus de mal à prendre la parole, nous le ferons. Nous apprécions le soutien, mais qu'il s'agisse de soutien, pas de leadership. Et à ce jour, cette logique demeure la base de notre travail éducatif, le leadership populaire. Nous avons donc commencé à bloquer la circulation toutes les deux semaines.

Marcos: Et vous l'avez fait beaucoup de fois ?

Aland: Oui, beaucoup de fois, nous marchions, bloquions l'Alameda, marchions vers le centre, jusqu'à ce qu'ils nous répriment. Nous arrivions là où ils nous faisaient sortir de l'Alameda, mais comme nous étions si nombreux, nous pouvions bloquer quatre coins de rue de l'Alameda à la fois, soit une centaine de femmes à chaque coin. Lorsque la police arrivait et dégagait un coin, nous courions, et cela durait environ une heure.

Marcos: Y a-t-il eu beaucoup de personnes arrêtées ?

Aland: Au début, la police avait un peu de mal à comprendre la logique. Par exemple, je me souviens du 11 juillet 2011, où précisément onze d'entre nous ont été arrêtés. Sur ces onze, neuf n'étaient pas liés au projet résidentiel. Et nous étions presque tous des hommes, car la police a commencé par poursuivre les hommes pour les arrêter. Plus tard, ils ont appris et ont commencé à arrêter les femmes, ils utilisaient beaucoup de gaz

lacrymogène, beaucoup d'eau, à 7 h du matin en hiver... Après, les gens ont été tabassés, etc. Autrement dit, ils nous ont réprimés quand même. Mais nous avons la conviction que nous gagnions. Cela a rendu la lutte d'Ukamau très attractive pour tous ces secteurs de la gauche qui étaient plus ou moins déçus par l'hégémonie maintenue par la Concertación. C'était le monde populaire et ouvrier qui se battait à nouveau ! Cela nous a ouvert un nouvel espace.

Marcos: Est-ce qu'il y a eu un tournant, à partir duquel vous avez senti que vous étiez en train d'atteindre votre objectif ? Ou s'agissait-il d'un processus graduel ?

Aland: Je pense que nous avons senti que nous étions en train d'atteindre notre objectif lorsque nous avons réussi à aller bien au-delà de nous-mêmes. Au début, nous étions un comité de logement, puis nous sommes devenus Ukamau. Autrement dit, la presse parlait de nous, citait notre porte-parole nationale ; nous étions visibles et redoutés. Nous nous sommes rendu compte que nous avons cette force, nous pouvions compter sur l'engagement de la base et sur un architecte impliqué dans le projet résidentiel.

Marcos: Comment avez-vous trouvé un architecte ?

Aland: C'était le fruit même de ces luttes ! De nombreux étudiants sont venus nous voir, et une assistante sociale est venue assister à notre assemblée. Elle était accompagnée de son compagnon, étudiant en architecture. À la fin de l'assemblée, cet architecte est venu nous dire : « Vous savez quoi ? Je travaille sur ma thèse et j'aimerais la réaliser avec vous, concevoir le projet de logements pour vous. » Il y avait beaucoup d'étudiants, et les stagiaires sont parfois pénibles, car il faut s'en occuper. Alors nous avons dit : « Oui, peut-être... » Mais il nous a dit que son directeur de thèse était Don Fernando Castillo Velasco, lauréat du Prix national d'architecture. Je pense que c'est l'homme qui a le plus contribué au logement social dans ce pays au siècle dernier ; c'est une figure éminente. Alors, quand il a dit ça, il est devenu notre personne préférée ! Ils ont pris en charge le projet de logements.

Marcos: Et en termes de financement, comment s'est déroulé le projet résidentiel ? Avez-vous reçu la subvention avant d'avoir le terrain ?

Aland: Nous avons reçu les subventions vers septembre, et avec cet argent, nous avons acheté le terrain. C'est comme ça que fonctionne le modèle.

Marcos: Le terrain appartenait-il encore à la Compagnie nationale des chemins de fer (Empresa de los Ferrocarriles del Estado, EFE) ?

Aland: Oui. L'EFE le vend donc aux Services de logement et d'urbanisation (SERVIU), qui l'achète grâce aux subventions des gens. Ces subventions servent à acheter le terrain, à l'aménager et à construire le bâtiment. À cette époque, chaque famille apportait de l'épargne d'un minimum de 10 unités de développement (Unidad de Fomento,

UF)³. Aujourd'hui, les familles contribuent à hauteur de 40 UF, car Maestranza 2⁴ dispose d'un parking souterrain, d'un ascenseur et de plus d'équipements que Maestranza 1.

Marcos: Le projet est donc en grande partie financé par des subventions de l'État...

Aland: Le modèle de subvention est typique de la politique initiée par la dictature en 1978, qui a libéralisé la terre en tant que bien de consommation sur le marché et établi que le logement était un bien que les familles devaient acquérir et que l'État les y aiderait par le biais de subventions. Dans les années 1990, la Concertación a eu l'idée brillante de bancariser le logement social. Ainsi, les familles ouvrières se rendaient à la banque et contractaient des prêts à long terme, sur 20, 25 ou 30 ans, pour acheter leur logement. L'État subventionnait une partie du prêt et se portait garant (car à la banque, nous n'avons pas accès au crédit...). Mais ce modèle a échoué car la monnaie utilisée pour ces prêts est l'UF, dont le taux fluctue quotidiennement. Les gens ont donc commencé à payer 50 000 pesos chiliens, ce qui était abordable, mais il s'est avéré qu'après dix ans de paiements, ces 50 000 pesos étaient passés à 250 000 ou 300 000. La valeur initiale du logement avait déjà été payée, mais elle ne cessait d'augmenter. Les gens ont fait défaut et n'ont plus pu continuer à payer. Et qu'ont fait les banques ? Elles ont fait ce que font les banques : elles ont effectué des saisies, jetant les gens à la rue. Autrement dit, la Concertación a donné des logements aux secteurs populaires que, dix ans plus tard, les banques leur reprenaient. Cela a donné naissance à un vaste mouvement de débiteurs immobiliers, l'Association nationale des débiteurs immobiliers (Asociación Nacional de Deudores Habitacionales, ANDHA Chile), qui a obtenu des annulations de dettes et, dans certains cas, stoppé les saisies et les expulsions. À partir de cette expérience, le modèle a été réévalué. Depuis, l'État fournit la quasi-totalité du financement et la subvention est presque entière.

Marcos: Comment la conception du complexe Maestranza 1 a-t-elle été élaborée ? Comment s'est déroulée la collaboration avec l'architecte ? Quel a été le rôle des familles ? Par exemple, les appartements de Maestranza 1 sont légèrement plus grands que les logements sociaux classiques au Chili. Les familles ont-elles joué un rôle dans ce processus ?

Aland: Don Fernando Castillo Velasco est décédé en 2013. Il s'agit de son œuvre posthume, poursuivie par son fils, Cristián Castillo avec Pamela González et Emilio Becerra⁵. Il y a d'abord la logique communautaire. L'objectif est de créer une communauté et des espaces de rencontre pour ceux qui y vivent. Il y a d'abord les grandes cours. En regroupant tous les bâtiments et en créant une façade continue, plutôt que de les diviser en blocs comme dans les logements sociaux classiques, on crée de l'espace intérieur. C'est pourquoi il y a trois grandes cours. Ensuite, il n'y a pas de balcons individuels, contrairement à ce qu'offrent les bâtiments classiques. Ici, tout est pensé comme une expérience collective.

³ L'« unité de développement » (Unidad de Fomento, UF) est une monnaie qui n'est pas en circulation comme telle ; c'est une unité de compte contrôlée par la Banque centrale du Chili et utilisée pour l'épargne, les prêts et les investissements. L'UF est ajustée périodiquement en fonction de l'inflation afin de maintenir son pouvoir d'achat.

⁴ Maestranza 2 est la deuxième phase du projet Maestranza, sur un terrain adjacent dans le même quartier de la municipalité d'Estación Central.

⁵ Le 10 juin 2024, Cristián Castillo Echeverría a reçu le Prix national d'architecture du Chili, comme son père.

**Figures 6-9**

Barrio Maestranza 1, dans Estación Central, Santiago du Chili, le 29 juillet 2024.

Source : Marcos Ancelovici.

Nous avons créé un couloir de deux mètres de large qui favorise la coexistence. Ce n'est pas un simple couloir de transit, mais plutôt un lieu de rencontre, où les gens passent avec une petite table, peuvent partager ce qu'ils veulent, prendre un thé, une bière, fumer... C'est un espace de rencontre. Les paliers d'escalier sont également larges pour faciliter ce type d'interactions. Dans les étages supérieurs, nous avons supprimé certains appartements. Au cinquième étage, par exemple, il manque un appartement pour créer une place surélevée. L'idée est que les habitants du cinquième étage n'aient pas forcément besoin de descendre dans la cour ; ils ont leur propre espace, qu'ils partagent avec ceux du quatrième étage. L'idée a donc toujours été de vivre ensemble, d'être tous ensemble. Mais c'était du travail.

La dimension collective du complexe résidentiel renforce également la sécurité, un élément important. À l'intérieur, les femmes et les enfants qui jouent sont en sécurité. C'est une sorte de panoptique positif, qui permet de voir de partout, et de plus, nous nous connaissons tous.

Mais il y a aussi eu une participation dans certains détails de construction. Par exemple, ce qui s'est passé avec les salles de bains était spectaculaire ! Cristián Castillo, l'architecte,

est arrivé et a proposé sa typologie. Et Pedro Pablo, un grand homme âgé qui vendait du sable, a dit : « Vous savez quoi ? La salle de bains est trop petite et je vais devoir faire des manœuvres... » Cristián est donc parti, et à son retour, la salle de bains était plus grande. C'est un gage de professionnalisme ! Si vous entrez dans les appartements et que vous entrez dans la salle de bains, vous constaterez qu'elle est plus grande grâce à Pedro Pablo, car il l'a dit à Cristián. Mais pour qu'il puisse le dire, il a fallu un processus préalable qui a généré de la confiance et lui a permis de se prononcer... Car généralement, l'architecte a raison. Et comme ce qu'on installe est perçu comme un cadeau, les gens ne se plaignent pas. Mais ce n'est pas un cadeau, c'est un droit.

Marcos: Le problème n'est-il pas apparu qu'à mesure que le projet se développait et prenait forme, de plus en plus de personnes souhaitaient le rejoindre ?

Aland: C'est pour ça que la deuxième phase du complexe, Maestranza 2, a été lancée. Pour nous, le noyau originel d'Ukamau, l'objectif était de démontrer que c'était possible. Nous allions réaliser un projet de logements, et c'est tout. Mais l'afflux de gens a été tel que nous avons décidé de faire un deuxième projet. Ce deuxième projet devait avoir les mêmes caractéristiques que celui-ci : 62 m² par appartement, câblage souterrain, pas de câbles électriques aériens, raccordement au gaz de ville, et bien plus encore. C'est pourquoi le deuxième projet prévoit un parking souterrain pour libérer de l'espace, un ascenseur... Et maintenant, nous en sommes à une troisième phase. Oui, et nous avons d'autres projets de logements menés par Cristina, dans d'autres municipalités, et nous avons connu une croissance nationale.

Marcos: Une fois la première phase du projet terminée, est-ce que la gestion continue à être collective ou chacun part de son côté ?

Aland: C'est une de nos faiblesses. Nous excellons dans l'agitation politique et le leadership. Nos camarades savent faire tout ça, mais nous ne préparons pas vraiment les gens à gérer un complexe d'habitation, ce qui est une compétence différente. Mener une manifestation n'est pas la même chose que gérer un complexe d'habitation. On parle de 424 familles... On rêvait ou imaginait que ce serait une petite république socialiste... Et non, ce n'est pas le cas. Beaucoup de gens étaient impliqués, ils savaient qu'ils réussiraient avec nous, mais ils n'adhéraient pas vraiment à notre projet. Ils ont fait tout ce qu'il fallait, mais ils n'étaient pas forcément prêts à continuer à militer. On pensait qu'ils seraient tous militants et qu'ils arboreraient des banderoles à l'effigie de Che Guevara. Ça n'a pas été le cas. Je suis sûr que beaucoup de ces familles sortent le drapeau d'Ukamau pour le Nouvel An, etc. Ou alors, elles me voient à l'intérieur et me saluent. Mais elles ne viennent pas aux réunions ; le niveau de participation est faible. Cependant, le niveau de participation se maintient pour d'autres activités. Par exemple, le groupe de scouts fonctionne toujours, il y a maintenant un groupe de grands-mères... Le germe de l'organisation est resté, pas comme nous le souhaitions, mais il est resté. Il existe aussi des comités de gestion, composés de personnes proches de nous qui militent avec nous, mais la participation massive que nous espérons, avec des assemblées de 300 personnes, n'est plus au rendez-vous.

Marcos: Et toi, Cristina, comment es-tu arrivée à Ukamau ?

Cristina: J'ai entendu parler de tout ça, le comité logement et tout le reste, grâce à ma belle-mère. Et dans l'organisation, j'ai compris que c'était bien plus qu'un simple logement pour moi et mes filles, c'était quelque chose de bien plus grand. Essayer de changer le monde, changer le pays, changer les mentalités. Car beaucoup de gens ne se soucient que de « moi, moi et moi ». Je veux aussi me soucier de ce qui se passe à côté, de la personne à côté de moi, ou que celle-ci se soucie de ce qui m'arrive. C'est comme vivre en communauté.

Marcos: Et dans Maestranza 2, il y a combien de familles ?

Cristina: 200 familles.

Aland: Parce que c'est une erreur à laquelle nous avons été confrontés ici, à Maestranza 1. Les très grands complexes d'habitation sont très difficiles à gérer.

Marcos: Comment les gens entendent parler du nouveau projet ? Vous faites de la publicité ou du recrutement ?

Cristina: Ce qui s'est passé, c'est que lorsque Maestranza 1 a été construit, les gens ont commencé à arriver d'eux-mêmes à cause de leur cousine, de leur nièce, de leur grand-mère, de leur sœur. La rumeur s'est répandue ainsi parce que les gens ont compris qu'en luttant, ils pourraient obtenir un logement, ils pourraient vivre le rêve d'un logement à soi, pour eux et leurs enfants.

Marcos: Cristina, tu es porte-parole de cette deuxième phase du projet. Comment en es-tu venue à jouer ce rôle ?

Cristina: Ça a été peu à peu et ça a impliqué beaucoup d'apprentissage. J'ai beaucoup appris depuis mon arrivée à Ukamau et j'apprends quelque chose de nouveau tous les jours. J'ai rejoint le comité logement vers 2021 pour obtenir un logement et j'ai commencé à participer aux réunions. Nous allions souvent à des manifestations, nous allions bloquer des rues... Durant cette période, je suis tombée enceinte de ma plus jeune fille, et c'est ma fille aînée et mon conjoint qui allaient aux réunions ou aux manifestations quand je ne pouvais pas y aller. C'était donc un effort commun. Et après avoir accouché, j'ai recommencé à participer, en amenant mon bébé, et c'est là que j'ai commencé à m'impliquer davantage dans l'organisation. C'est là qu'Aland m'a dit : « Écoute, tu sais quoi ? J'ai besoin que tu travailles ici, que tu m'aides. » Et nous voilà, en train d'apprendre tous les jours.

Marcos: Et qu'as-tu appris ? Comment parler en public ?

Cristina: Oui, c'était vraiment dur pour moi ! Aujourd'hui encore, j'ai des papillons dans le ventre ou je suis nerveuse, mais je me détends un peu plus. Au début, je bégayais, je perdais mon sang-froid et j'avais des sueurs froides, mais petit à petit, j'ai commencé à me détendre, et maintenant, je suis un peu plus à l'aise pour faire des discours ou parler en public.

Marcos: Pour les familles qui attendent cette seconde phase du projet, quel est l'horizon temporel ?

Aland: La construction va durer 21 mois. Au niveau organisationnel, c'est plus long qu'ici, afin d'améliorer le processus. Ici, à Maestranza 1, il y avait auparavant de grandes assemblées ; à Maestranza 2, il a été décidé d'en organiser 10. Il y a 200 familles, et chaque assemblée est composée de 20 personnes. Une assemblée de 20 personnes permet à chacun de se retrouver ici, au siège d'Ukamau, et de se rencontrer en personne, ce qui renforce la confiance et permet d'approfondir les discussions. En revanche, dans une assemblée de cent personnes, ceux qui sont au fond sont toujours un peu distraits, discutant d'autre chose, consultant WhatsApp. Tenir des assemblées plus petites est beaucoup plus intense pour la direction, mais cela garantit un meilleur contrôle du complexe résidentiel par la suite. Par exemple, concernant les dépenses communes, le règlement, les nuisances sonores, etc., il sera plus facile d'aborder quelqu'un que j'ai rencontré à plusieurs reprises et dont je connais le nom. Il m'est plus facile d'apprendre les noms de mes 20 voisins que d'apprendre les noms d'une centaine de voisins.

Parmi ces 20 personnes présentes à l'assemblée, deux sont des militantes d'Ukamau et siègent au comité de gestion du projet. Nous faisons le pari que cela nous permettra d'avoir une meilleure organisation, un cadre plus solide que celui que nous avons ici à Maestranza 1. À Maestranza 1, les gens étaient beaucoup plus mobilisés, ont érigé des barricades, se sont battus, ont été arrêtés et tabassés. À Maestranza 2, ce n'est pas autant le cas, mais ils ont déployé beaucoup plus d'efforts pour renforcer l'organisation.

Marcos: Les assemblées se réunissent-elles très souvent ?

Aland: Il existe deux types d'assemblée. L'une est une petite assemblée, qui se réunit tous les deux mois, et l'autre est l'assemblée générale, composée des 200 familles du projet et qui se tient également tous les deux mois, de manière à alterner entre elles. Idéalement, nous devrions donc tenir une assemblée une fois par mois. Cela s'ajoute à tout le travail d'organisation. Par ailleurs, les femmes d'Ukamau ont commencé à se regrouper entre elles et ont créé la Rencontre nationale des femmes populaires (Encuentro Nacional de Mujeres Populares, ENAMUP), dont la logique est différente.

Cristina: L'ENAMUP va au-delà du logement ; c'est un espace où les femmes peuvent parler, partager leurs insécurités et se soutenir. Un espace spécialement dédié aux femmes.

Marcos: Et c'est national ?

Cristina: Oui, à l'échelle nationale. Nous l'organisons actuellement dans plusieurs municipalités de la Région métropolitaine⁶, mais nous l'avons également lancé dans la région de Valparaíso. Nous prévoyons de l'étendre à d'autres régions pour que le regroupement soit national. Pour l'instant, il n'a été mis en place qu'à Valparaíso et dans la Région métropolitaine.

Marcos: Est-ce que d'autres groupes viennent vous voir, pour voir comment vous vous organisez, comment vous fonctionnez, pas forcément pour faire la même chose, mais pour s'inspirer de cette démarche et la reproduire ailleurs ?

⁶ La Région métropolitaine comprend 52 municipalités, dont la ville de Santiago.

Aland: Oui, en effet, au niveau national, Ukamau est une référence pour de nombreux groupes. En Amérique latine, nous entretenons également des relations avec des organisations en Argentine, au Brésil et en Colombie. Nous faisons partie d'un réseau latino-américain d'organisations : le Front populaire Darío Santillán (Frente Popular Darío Santillán) en Argentine, le Mouvement des travailleurs sans-toit (Movimiento de los Trabajadores sin Techo) au Brésil et le Congrès des peuples (Congreso de los Pueblos) en Colombie.

Marcos: Et quel genre de relation entretenez-vous avec les partis politiques ?

Aland: Pendant longtemps, nous avons essayé de préserver notre indépendance et de suivre notre propre voie, mais nous sommes conscients que c'est très difficile en raison du manque de ressources. Le milieu populaire est apprécié par certains secteurs de la gauche pour la publicité, mais notre participation n'est pas appréciée. L'élection de notre ancienne porte-parole, Doris González, au Comité central national du Frente Amplio a été une victoire très importante pour nous⁷. Tous les membres d'Ukamau ne sont pas membres du Frente Amplio, mais une grande partie de ses dirigeants en font partie. D'ailleurs, Cristina est la coordinatrice politique du Frente Amplio pour la municipalité d'Estación Central.

Marcos: Cette stratégie change-t-elle quelque chose concrètement ? Facilite-t-elle l'accès à certaines ressources ? Permet-elle aux projets d'avancer ?

Aland: Nous avons actuellement un défi à relever avec les élections municipales d'octobre 2024. Notre objectif est d'obtenir deux sièges au conseil municipal : un ici, dans Estación Central, pour Victoria Herrera, qui est l'une de nos porte-parole, et un autre dans la municipalité de Tabo, sur le littoral central de la région de Valparaíso, pour Gabriela Alvear, qui est notre porte-parole là-bas. Nous pensons que l'appartenance au Frente Amplio facilitera l'élection de ces camarades. C'est ce que nous espérons⁸.

Marcos: Et que pensent les familles de Maestranza de ce militantisme politique ?

Aland: Tout le monde le sait, notre candidate est la candidate de toutes les familles. Nous avons toujours été transparents à ce sujet et expliqué les choses : « Écoutez, nous avons fait ce choix pour ceci, ceci et cela. Vous n'êtes pas obligés, mais vous êtes invités. » Depuis le début, notre travail vise à politiser les milieux populaires. Car la dépolitisation, la désaffection vis-à-vis de la politique, est l'option de Pinochet, c'est l'option qui maintient les mêmes personnes au pouvoir.

Cristina: Le fait est que toutes les personnes qui viennent à Ukamau connaissent notre orientation politique. La décision de rester ou de partir appartient donc à chacun. Mais la plupart des gens nous soutiennent dans chacune de nos décisions et sont favorables à tout ce que nous faisons pour faire avancer nos projets.

⁷ Le Frente Amplio, qui signifie « Front large », est né d'une coalition de partis de gauche en 2017 et s'est transformé en un parti unifié en 2024. C'est le parti de l'actuel président du Chili, Gabriel Boric.

⁸ Depuis la réalisation de cet entretien, Victoria Herrera a été élue dans Estación Central, où elle siège désormais au conseil municipal. En revanche, Gabriela Alvear n'a pas été élue dans la municipalité de Tabo.

Lectures complémentaires

- Abufhele, V., González, D. et Paulsen, A. (dir.) (2021). *UKAMAU: Conquistando la Vida Buena* (Santiago, Chile: Fundación Feman - Ukamau - Fundación Rosa Luxemburgo).
- Angelcos, N. et Pérez, M. (dir.) (2023). *Vivir con dignidad: Transformaciones sociales y políticas de los sectores populares en Chile* (Santiago, Chile, Fondo de Cultura Económica).
- Koppelman, C.M. (2018). 'For Now, We Are in Waiting': Negotiating Time in Chile's Social Housing System. *City & Community*, 17 (2), pp. 504–524.
- Pérez, M. (2022). *The Right to Dignity: Housing Struggles, City Making, and Citizenship in Urban Chile* (Stanford, CA: Stanford University Press).